

LIBYE, APRÈS LA CHUTE DE KADHAFI

On ne comptait plus les années de dictature en Libye ; cela faisait plus de quarante ans que Kadhafi appliquait sa politique de terreur en lisant son « petit livre vert ».

Les origines de la révolte

La révolte débute comme une « insurrection populaire » en Cyrénaïque et dans deux régions de Tripolitaine (Misrata et la montagne de l'Ouest, dite djebel Nefoussa), mais les forces politiques en présence transforment rapidement celle-ci en « guerre civile ». D'un côté, le régime de Kadhafi et de l'autre le Conseil national de transition (CNT) tout frais moulu.

Comment les pays les plus enracinés dans le capitalisme accueillent-ils la révolte libyenne ? Comment y répondent-ils ?

La coalition : victoire ou échec ?

Le 19 mars 2011, l'OTAN est mandatée par la résolution 1973 de l'ONU pour intervenir en Libye. Parce qu'il revient « aux autorités libyennes de protéger sa population » et « qu'il incombe au premier chef aux parties à tout conflit armé de prendre toutes les mesures voulues pour assurer la protection des civils », l'intervention de la coalition est amorcée.

La lutte contre le régime apparaît immédiatement contradictoire : comment expliquer le refus de soutenir les révoltes en Égypte et en

Tunisie et soutenir dans la même période le peuple Libyen ? Il en va des intérêts des « pays capitalistes » : une belle occasion de se rapprocher des puits de pétrole libyens !

L'OTAN n'a pas respecté son mandat. Il n'y avait plus de populations civiles à protéger au moment de l'entrée dans le conflit. Celles-ci étaient déjà entrées en guerre. Et les populations civiles restantes ne sont-elles pas en première ligne des bombardements de l'OTAN ? Dès le début, l'OTAN fait le choix inavoué de soutenir le CNT et non les « vraies » populations civiles.

Enfin, le « sauvetage » in extremis de la capitale des insurgés de Benghazi par l'OTAN n'est qu'un mythe. Il est effectivement impressionnant que l'aviation de l'OTAN soit arrivée à venir à bout des quatre chars qui étaient aux portes de la ville !

Les dérives de l'OTAN témoignent donc d'un échec de la coalition et de son intervention impérialiste.

Comment faire face au mensonge des médias ?

« En Libye, on prépare l'après Kadhafi », lit-on dans tous les médias traditionnels en France. On considère que le peuple libyen a bouté le colonel hors de la Libye et que le CNT prépare « construction et prospérité » pour ce pays d'Afrique qui sort de quarante années de dictature.



Le NPA s'est prononcé contre l'intervention impérialiste en Libye, car nous sommes pour l'autodétermination des peuples. À ce jour, il faut encore réfléchir à un moyen de porter soutien au peuple libyen ainsi qu'aux révoltes populaires ou révolutions à venir.

Le printemps arabe doit s'étendre dans les pays voisins. Les classes populaires doivent s'émanciper d'elles-mêmes. Il ne faut pas se laisser endormir par les belles paroles et les classiques mandats des capitalistes pour justifier guerre et profits !

Bertrand et Laura (Toulouse)

Bilan des 28èmes Rencontres Internationales de Jeunes

Cet été, le NPA accueillait en France, dans la ville de Fumel, les 28èmes Rencontres internationales de jeunes (RIJ). Les RIJ sont un camp de jeunes anticapitalistes, organisé chaque année par les jeunes de la 4ème Internationale (regroupement international d'organisations révolutionnaires, présent dans plus de 40 pays) et des organisations comme le NPA qui entretiennent des relations de solidarité politique avec la 4ème Internationale.

Le camp, c'est une semaine de rencontre entre militants, sympathisants et curieux de toute l'Europe et au-delà (Tunisie, Mexique, Irak...). Cette année il a réuni 459 jeunes. Des débats, des commissions, des meetings, des formations, des fêtes ont lieu tous les jours. C'est aussi une semaine où l'on tente de pratiquer nos idées : lutte contre les préjugés sexistes, racistes, homophobes..., partage des richesses (une monnaie interne permet de combattre les inégalités entre pays), autogestion (ce sont tous les participants qui prennent en charge collectivement le nettoyage, la bouffe, l'organisation, le bar...).

Un bilan politique très positif

Le niveau politique des discussions était de qualité notamment en raison du contexte dans lequel prenaient place les RIJ.

Le camp nous a permis de développer une meilleure compréhension politique de la situation, de prendre la mesure de la crise multidimensionnelle que traverse le

capitalisme mais aussi de prendre la mesure de l'ampleur des résistances qui font face aux attaques du capital. La mutualisation des expériences de luttes des camarades de Grèce, de l'Etat espagnol, de Tunisie est essentielle pour comprendre l'état des rapports de forces, les possibilités ouvertes dans la situation...

Les révolutions en cours dans le monde arabe sont les premières révolutions en rapport avec la crise actuelle du système capitaliste. Combinant questions sociales et questions démocratiques elles ont provoqué une véritable onde de choc dans l'ensemble du monde arabe et au-delà. Le camp offrait l'occasion de se pencher plus avant sur les processus révolutionnaires en cours et d'en saisir les enjeux en particulier grâce à la présence de trois camarades de Tunisie et par l'organisation d'une série de discussions autour de ces questions.

Le camp nous a également permis de saisir le caractère de plus en plus commun aux attaques que nous subissons partout dans le monde car les attaques et le projet de la bourgeoisie se déclinent de manière similaire dans les différents pays.

Nous en sommes d'ailleurs sortis avec une déclaration commune à l'ensemble des participants de soutien aux révolutions arabes et contre la guerre impérialiste, de renforcer les liens internationaux en général et plus particulièrement dans la perspective de la mobilisation internationale contre le sommet du G20.

Pizza Hut : Contre la répression, on organise la riposte !

Du 13 mai au 16 juillet dernier, les salariés de plusieurs magasins Pizza Hut en région Parisienne étaient en grève pour exiger le paiement en totalité de leurs heures complémentaires non versées, ainsi qu'une amélioration des conditions de travail et la prise en compte de leurs revendications salariales. Durant ces 9 semaines de mobilisation, plusieurs dizaines de militants ont été présents sur les piquets de grève devant les magasins aux cotés des grévistes, ce qui témoigne de la solidarité avec cette lutte.

À l'approche des vacances, la direction de Pizza Hut refusait toujours de céder sur le paiement des heures complémentaires non versées. Les grévistes ont pris la décision de suspendre leur mouvement, tout en gardant la possibilité de le relancer dans les semaines

ou les mois à venir. Il s'agissait alors d'éviter l'épuisement, de conserver des forces pour la rentrée.

Le 12 août, Jalal, un des meneurs de la grève a été convoqué à un entretien préalable à licenciement.

Nous étions une trentaine devant son magasin à Neuilly pour le soutenir, des salariés de l'enseigne, des syndicalistes et militants politiques. Son entretien a duré 15 minutes, à la sortie, il lui était reproché d'avoir été en absence injustifiée à plusieurs reprises en juin, alors que les jours en question coïncident avec ses jours de grève et de droit de retrait !

VERT ET HUMANITAIRE ?

Pendant que les professionnels de l'humanitaire nous font culpabiliser sur la famine dans la Corne de l'Afrique, les entreprises européennes comptent les bénéfices réalisés en Somalie, en Éthiopie ou au Kenya. Car c'est là-bas, notamment, qu'elles accaparent des terres pour y faire pousser de la canne à sucre ou les palmiers à huile destinée à la fabrication de biocarburants. Des

plantes qui demandent beaucoup d'eau et d'espace... Et pendant ce temps, les terres cultivables ne servent pas à l'agriculture vivrière. Mais cela permet de nous rappeler qu'il faut nous serrer la ceinture, vu que d'autres sont plus à plaindre que nous. Et en plus, on crée ainsi des carburants écologiques ! Alors de quoi se plaint-on ?

Les jolies colonies de vacances...

Par une loi et un décret, le gouvernement a réformé la réglementation concernant les animateurs de centres de loisir et de colonies de vacances. La mesure légalise la rémunération des moniteurs de colo seulement deux fois le SMIC horaire par jour, 18 euros brut, sans limitation de la durée de travail. Pourtant, ils sont bien d'astreinte 24 heures sur 24. Par compassion, sans doute, le gouvernement a limité à quatre-vingt jours par an le travail d'animateur de centre aéré. Le temps de se reposer ? Pas exactement. Cela évite

de constituer des trimestres valides pour les droits à la retraite. Et qui sait si des journées au noir ne seront pas effectuées en complément ? D'autant que de nouveaux employeurs pourront recourir à eux, y compris des entreprises commerciales, et non plus seulement les associations à but non lucratif. Les monos pourront enfin être embauchés dans le cadre de camps de vacances organisés pour les personnes handicapées, sans avoir la qualification requise. Maintenant, au MEDEF, on chante « youkaidi youkaidi » !

Les manifestants sont alors rentrés dans le magasin pour faire entendre leur colère au Directeur Régional en charge de l'entretien, reparti sous les huées et qui visiblement ne s'attendait vraiment pas à un tel comité d'accueil.

Ces dernières années, l'entreprise a été plusieurs fois condamnée pour atteinte au droit de grève et à la liberté syndicale, ce qui a constitué des victoires pour des employés ayant été licenciés puis réintégrés. Malgré cela, Pizza Hut poursuit sa politique d'intimidation et de répression, pour atomiser les salariés et empêcher les résistances collectives. Notre solidarité avec les salariés en lutte est essentielle.

Clermont-Ferrand : 14 & 15 octobre, rentrée brûlante contre l’incinérateur !

L’incinération de déchets est un projet des actionnaires de Suez-Environnement (ou Empoisonnement !) et de la poignée de technocrates infiltrés dans les instances départementales de gestion des déchets de Clermont-Ferrand...

Incinération ?

L’incinération pollue, car la combustion de déchets organiques avec tout le reste, produit des molécules très toxiques (dioxine...), soit sous forme de résidu (300 kg / tonne de détritus, à couler dans du béton), soit en fumée. Elle interdit toute tentative ultérieure d’agir sur la quantité de déchets, car ils constituent son carburant et que l’incinérateur doit fonctionner en continu. Elle coûte 360 millions d’euros, soit trois fois plus qu’un centre de tri des déchets, et empêche de mettre en place des outils politiques de réduction des détritus.

Mobilisation !

Construite patiemment autour d’une poignée de riverains et de militants LCR, puis NPA, ou écologistes, notre lutte regroupe maintenant plusieurs dizaines d’associations d’habitants, de producteurs bio, de militants de la gauche radicale ou écolos (faucheurs, désobéissants, syndicalistes, alternatifs, révolutionnaires...)... À force de débats acharnés, les élus 100 % à gauche (NPA & AlterÉkolo), sont parvenus à convaincre nombre de mairies (dont Clermont) de se rallier à nous, et de soutenir concrètement la lutte.

Répression en culotte courte

Par temps de crise socio-économique les pays capitalistes ont toujours su, pour maintenir « l’ordre public », renforcer leurs appareils policiers, militaires voire judiciaire. C’est tristement le cas en France où les lois et la justice sont de plus en plus dures envers ceux et celles qui risqueraient de se révolter contre le système à savoir les travailleurs et les jeunes. Si dans le cadre du travail cela se traduit par une répression organisée communément par les directions patronales et par la justice bourgeoise, pour la jeunesse cela commence dès le plus jeune âge avec des lois de plus en plus répressives et punitives.

Par 12 fois en l’espace de 10 ans la justice des mineurs a été maniée et remaniée par les gouvernements en place toujours soucieux

de réprimer une jeunesse de plus en plus mise à mal par le système. La dernière réforme atteint un stade de répression jamais dépassé. En effet les sénateurs, sous ordre du gouvernement Sarkozy, ont publié en avril 2011 une proposition de loi qui ratifie entre autres pour les mineurs de 13 ans la mise en place de la comparution immédiate sous ordre de la police ou du procureur, un enfermement possible dès la première infraction et pour les mineurs de 16 ans la fin du tribunal pour mineur pour passer au tribunal correctionnel jusque là réservé aux seuls adultes.

La France, connue pour son attachement si particulier pour une justice expéditive et de moins en moins humaine, fait encore parler d’elle allant jusqu’à se soustraire à l’avis

Les milices sont prêtes

Sans doute que le gouvernement a un peu peur en ce moment, avec la crise, les mouvements sociaux dans les autres pays... Du coup, il a profité du mois de juillet pour faire adopter un texte permettant, « en cas de survenance, sur tout ou partie du territoire national, d’une crise majeure dont l’ampleur met en péril la continuité de l’action de l’État, la sécurité de la population ou la capacité de survie de la Nation », de recourir à un « dispositif de réserve de sécurité nationale » constitué de

Depuis 150 jours, nous occupons sans arrêts les abords du chantier. Manifestations, envahissement du site, blocage des camions, actions médiatiques (1), projections-débats, meetings... La diversité des pratiques militantes et des réseaux des différents acteurs de la lutte est devenue un atout pour maintenir l’attention et la mobilisation d’un nombre croissant de personnes et d’organisations. Informée et mobilisée, la population nous soutient maintenant très largement, obligeant ses représentants à rendre des comptes jusque dans les communes rurales.

Le début des travaux ne nous effraie pas. Nous pouvons imposer un projet plus écolo, moins cher, rendant à tout-e-s la possibilité de peser dans l’organisation des services collectifs.

Nous invitons les militant-e-s de toute la France à un week-end de lutte les 14 et 15 octobre : concerts, spécialités locales et grosse manif « à la clermontoise »... Fragilisés, les partisans de l’incinérateur savent que le temps joue contre nous. Mais si c’est le dernier bras de fer, nous aurons le dernier mot !

Clément (Comité Jeunes Clermont-Ferrand)

(1) www.nusetdebout.org

défavorable du Conseil Constitutionnel. Même au niveau externe cette proposition fait déjà des remous car elle se démarque des autres pays d’Europe en se coupant des principes fondamentaux et des textes internationaux ratifiés par elle-même préférant se rapprocher de plus en plus d’une justice étasunienne, pays où la peine de mort est encore en place, y compris pour les mineurs.

C’en est assez. C’est beaucoup plus que nous ne pouvons supporter. Quand les opprimés du système se font opprimer il est grand temps de se révolter et de dire « Justice bourgeoise ! Ya Basta ! »

Eddy (Comité Jeunes 92 nord)

réservistes militaires, policiers, pénitentiaires et de la sécurité civile. Ils pourraient, par exemple, être employés « en cas de nécessité inhérente à la poursuite de la production de biens ou de services ou à la continuité du service public » et seraient alors « employés par un des opérateurs publics et privés »... C’est encore plus efficace que de taper sur la gueule des grévistes !

EDITO

Nous ne paierons pas la dette !

Le 24 août, François Fillon annonçait un plan de « réduction des déficit » sous le prétexte de préserver la note souveraine AAA de la France. La situation est grave ! Il faut rembourser la dette ! La catastrophe est imminente, il va falloir tous se serrer la ceinture !

Le gouvernement veut bien taxer, l’alcool, les clopes et les sodas pour protéger notre santé, mais pendant ce temps continue de réduire les budgets hospitaliers et laisse le prix des mutuelles augmenter. On annonce un milliard de réduction des dépenses publiques, c’est à dire la poursuite de la casse de l’éducation, du droit à la santé, à l’emploi...

On nous explique qu’il va falloir payer la dette...

L’Etat français a versé 300 milliards d’euros d’argent public aux banques pour sauver un système en faillite. Avec les différentes réformes fiscales, c’est 100 milliards en moins qui rentrent chaque année dans les caisses de l’Etat et partent dans les poches des riches. Et à qui L’Etat a-t-il emprunté ? Aux mêmes en faveur desquels on avait baissé les impôts. Coup double pour les capitalistes !

Et on devrait rembourser une deuxième fois ceux qui nous ont déjà fait les poches, et aujourd’hui spéculent sur la dette des Etats ?

Depuis trente ans, on nous a déjà fait payer une première fois en imposant le chômage, la casse des formations et des diplômes, les contrats précaires... Et maintenant on nous explique que la seule solution pour sauver le système, c’est d’appliquer des plans d’austérité qui, comme en Grèce, vont karcheriser nos conditions d’existence. Les capitalistes veulent nous faire payer une deuxième fois !

Ce n’est pas notre dette !

Et on ne la paiera pas. On ne gagnera rien à la payer si ce n’est la misère pour tous qu’une minorité de parasites veut nous imposer pour maintenir ses privilèges. Plus que jamais, il faut l’annulation totale de la dette illégitime.

Le paiement annuel de la dette c’est 50 milliards d’euros, autant que le budget de l’Enseignement public ! Ne pas payer la payer, cela permettrait de financer des postes pour l’Education Nationale, des logements, d’assurer une allocation d’autonomie égale au SMIC pour tous les jeunes. Cela, nous ne l’obtiendrons qu’en organisant des résistances sociales massives, des mobilisations d’ampleurs contre l’austérité et pour obtenir de nouveaux droits.

Mais refuser de payer la dette, c’est mettre le système en faillite, faire couler les banques et la finance ? Chiche ! Ce n’est pas à nous de payer la crise du capitalisme, ce système aujourd’hui en faillite et incapable d’assurer un avenir à l’humanité.

Dans ce numéro :

Indignés israéliens	Page 4	Formation : La dette	Page 8
L’impasse de l’Autorité palestinienne	Page 4	Culture	Page 9
Dossier : Bilan de l’été dans un monde en crise	Pages 5 à 8	Sans-facs à Nanterre	Page 10
Interview de Foued, militant tunisien	Page 5	Nouvelle Licence	Page 10
Jeunesse sans futur	Page 5	Lycées	Page 11
Grèce	Page 6	Réforme des universités en Grèce	Page 11
Émeutes en Angleterre	Page 6	CVL, pour faire quoi ?	Page 11
Mouvement étudiant au Chili	Page 7	Dans les têtes de Netanyahu et Abbas	Page 12

L'IMPASSE DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE : LE MOUVEMENT PALESTINIEN À UN CARREFOUR STRATÉGIQUE

Il y a différentes manières de voir la situation en Palestine. Au printemps, l'Autorité palestinienne (AP), contrôlée par le Fatah, annonçait sa volonté de présenter une demande auprès des Nations unies pour que la Palestine soit reconnue comme le 194e état affilié à l'ONU. Cette initiative, si elle peut apparaître comme une forme de volontarisme, montre en réalité l'asphyxie de l'AP et son incapacité à justifier sa stratégie de négociation renouvelée depuis les accords d'Oslo (1993). Celle-ci aboutit à des reculs permanents et permet à l'État israélien d'avancer chaque jour un peu plus sur ses positions en se montrant intransigeant, tout en poursuivant sur le terrain le processus de colonisation en Cisjordanie ou à Jérusalem-Est.

Le rôle de l'Autorité palestinienne

En juillet, on apprenait que l'AP n'était plus en capacité de payer les salaires de ses employés et d'assurer le fonctionnement du gouvernement. Qui devrait s'en inquiéter ? Il semblerait que ce soient d'abord les Israéliens et derrière eux les États-Unis. Son affaiblissement signifierait la perte d'un interlocuteur enclin aux concessions. Ces reculs sont d'ailleurs dénoncés par les Palestiniens, notamment par le mouvement du 15 mars lancés par de jeunes qui demandent, entre autres, l'arrêt de toutes formes de coopération avec l'État israélien en matière de sécurité. Cette revendication

dénonce en particulier l'attitude de l'AP qui participe de fait à la protection des colonies israéliennes en Cisjordanie. Affaiblir les finances de l'AP revient donc à montrer de manière plus criante en quoi il s'agit d'un gouvernement fantoche, aux mains de l'occupant.

Vers une troisième intifada ?

Beaucoup voient dans les efforts de réconciliation entre le Fatah et le Hamas, un moyen de maquiller le statu quo. Bien sûr, cela dépend aussi de l'attitude du Fatah et de Mahmoud Abbas. Compte-t-il faire aboutir la demande d'adhésion à l'ONU ? Affronter les États-Unis qui menacent de couper ses subventions?Il faut repenser, comme l'avance le mouvement du 15 mars, une stratégie pour la construction d'un État indépendant, autonome économiquement. C'est ce que de nombreux Palestiniens évoquent en parlant de « troisième intifada » (après celles de 1987 et 2000). Elle trouverait son point de départ autour d'initiatives populaires et unitaires, comme celle initiées par des étudiants le 15 mars dernier.

Hichem (Comité Jeunes Sorbonne)

L'ÉTAT D'ISRAËL, UN ÉTAT CAPITALISTE PAS COMME LES AUTRES

L'État d'Israël n'est pas exactement un pays capitaliste comme les autres. Pour comprendre ses caractéristiques économiques, sociales et politiques, il faut étudier son histoire spécifique.

La société israélienne ne s'est pas créée dans le vide, mais dans un pays habité par un autre peuple. Le conflit permanent entre les colons et les Arabes palestiniens ne s'est jamais arrêté, et il a structuré en profondeur la politique, l'économie israélienne. Dans ce contexte, l'idéologie sioniste domine politiquement et idéologiquement la société et fixe les règles du jeu. La conséquence en est que, bien que la société israélienne soit divisée en classes sociales entre exploiters et exploités, les travailleurs israéliens préfèrent presque toujours mettre leur loyauté envers leur nation devant celle envers leur classe sociale. La plupart des Israéliens se définissent presque toujours par rapport à leurs origines ethniques et géographiques. Une telle conscience sociale empêche évidemment la classe ouvrière de jouer un rôle indépendant, sans parler d'un rôle révolutionnaire qui vise la transformation totale

de la société. La société israélienne est avant tout une société de colons.

Les couches les plus exploitées de la classe ouvrière sont composées d'immigrés juifs originaires d'Asie et d'Afrique. Ce facteur ethnique, loin d'aiguïser les conflits de classes, a un effet inverse. Cette frange de la population surexploitée se sent discriminée dans sa condition d'« orientale » et non pas de prolétaire.

Tant que l'idéologie sioniste dominera la société israelienne, cela signifie que la classe ouvrière israelienne ne pourra pas devenir révolutionnaire. En revanche, si une percée révolutionnaire a lieu dans le monde arabe, cela pourrait changer radicalement l'équilibre du pouvoir dans l'État sioniste, réduire son rôle politico-militaire et en même temps son intérêt pour l'impérialisme dans la région.

Cela ne signifie pas que les révolutionnaires israéliens n'ont rien à faire en attendant une influence externe venant bousculer leur

société. Cela signifie juste que leur stratégie doit reconnaître les caractéristiques particulières de leur État comme société coloniale et d'apartheid. Leur principale tâche doit être de s'adresser en priorité aux couches sociales directement victimes de la politique sioniste, notamment les jeunes et les arabes israéliens sous domination. Leur tâche est également de soutenir et promouvoir la campagne mondiale de Boycott-Désinvestissement-Sanctions envers l'État israélien, initiée par une large coalition d'organisations palestiniennes : l'autre spécificité de l'État sioniste, c'est son énorme dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Romain (94)

Pour approfondir cette analyse, un excellent article datant de 1969 : « La nature de classe de la société Israelienne », par Akiva Orr et Moshe Machover<http://www.anticapitalisme.be/?p=838>

ISRAËL : « LE PEUPLE VEUT... LA JUSTICE SOCIALE » ?

Un mouvement social d'ampleur...

Il s'agit du plus gros mouvement social de l'histoire de l'État israélien : des milliers de personnes ont planté leurs tentes dans l'artère bourgeoise du centre ville de Tel-Aviv, au mois de juillet. Voici là une autre répercussion des révolutions arabes. Les slogans israéliens s'en inspirent d'ailleurs. Le mouvement est parti d'une aspiration profonde au changement social. C'est une société socialement dévastée par la politique ultra-libérale de Netanyahou. Les inégalités sociales – et raciales – sont parmi les plus élevées de toute l'OCDE. Les indignés israéliens réclament ainsi la baisse des loyers, des prix des denrées alimentaires et de l'Éducation, la résorption des inégalités... Résultat, la bourse de Tel-Aviv s'effondre et 300 000 personnes rejoignent les rangs de la contestation partout en Israël. Un mouvement de colère classique par les temps qui courent, serait-on tentés de dire.

Mais l'État d'Israël n'est pas un État pas comme les autres !

Mais cela se passe en Israël : un État colonial. Pendant ce temps-là, le gouvernement israélien cherche à faire passer à la Knesset son projet d'État Juif, qui concrétiserait son rêve de « Grand Israël ». Projet ignoble, qui se combine avec toute une série de plans de nouvelles colonies en Palestine, d'interventions diplomatiques ou militaires pour garder le contrôle dans la région, maintenir sous domination le Liban et calmer le peuple syrien.

Le gouvernement israélien s'est bien gardé de jouer le bras de fer avec les indignés. Non, il préfère faire deux ou trois promesses et faire diversion en direction de Gaza, du Liban ou du Sinaï (Égypte), en réactivant le mythe du danger permanent. Car c'est la raison d'être et le moyen d'exister de cet État. Tous les israéliens font partie de l'armée de réserve. Ils vivent dans l'idéologie criminelle envers le voisin palestinien et l'État s'enrichit grâce à l'économie de la colonisation.

Et la Palestine là-dedans ?

Les indignés ne se sont pas exprimés sur ce sujet. Certains Arabes israéliens ont rejoint le mouvement, mais aucune revendication n'a été portée. La tente « 1948 » (en mémoire de la naqba, quand les Palestiniens ont été chassé de leurs terres) a été attaquée par des militants d'extrême droite, et des militants du mouvement ont dit qu'aborder la question palestinienne ou l'occupation ferait « perdre sa force » à la lutte.

L'oppression israélienne sur le territoire palestinien fonctionne grâce aux nombreux relais dont elle dispose dans les colonies, dans l'armée, au sein d'une série d'institutions « civiles » et dans la population. Ce sont ces relais qu'il faudra désactiver. La justice sociale ne peut pas être divisée. Si ce n'est pas une justice pour tous, y compris les Palestiniens, alors c'est une justice d'élite, pour juifs seulement.

Amaël (Comité Jeunes de Saint-Denis)

Un Bateau Français Pour Gaza

La campagne française avait été initiée dés l'été 2010 par les collectif « pour une paix juste et durable entre palestiniens et israéliens ».



Cette année cette campagne a pu être internationale des bateaux de plusieurs pays ont pu être envoyé. A bord du bateau français, il y avait 16 militants dont plusieurs camarades du NPA.

Gaza vit sous blocus israélien depuis 2007. Cela signifie qu'Israël contrôle complètement ce qui arrive ou sort de Gaza. Du coup, ils n'ont pas accès aux médicaments et l'eau potable se fait rare. A cause de l'embargo, 70% des gazaouis vivent sous le seuil de pauvreté, et 40% sont au chômage.

Début juillet, la flottille a été bloqué en Grèce par le gouvernement grec du

« socialiste » Papandréou. Ça n'est évidemment pas un hasard, les autorités grecques entretiennent des relations privilégiées avec Israël. Y compris depuis le 2 juillet, l'union européenne a appelé « tous les États à empêcher le départ d'une nouvelle flottille ». Le gouvernement français suit évidemment et François Fillon signale que le départ d'une nouvelle flottille « ne ferait qu'attiser les tensions ».

A la surprise d'Israël et de tous ces alliés, le bateau français « le Dignité-Al Karama » a pu partir en mer le 4 juillet et se diriger vers Gaza. Mais encore une fois Israël a mobilisé son arsenal militaire: 5 bateaux militaires et 7 bateaux commandos avec 150 soldats... tout ça pour empêcher 16 militants d'arriver à Gaza. Tout cela est évidemment lié au contexte des révolutions arabes et des soulèvements au moyen orient, qui ont constitué une réelle menace pour l'Etat Israélien.

DOSSIER

BILAN DE L’ÉTÉ DANS UN MONDE EN CRISE

À l’heure où la crise du capitalisme prend de l’ampleur...
Le 5 aout dernier, l’agence de notation Standard and Poor’s rétrogradait la note souveraine des Etats-Unis. L’endettement public des USA est aujourd’hui supérieur à 100% de son PIB, et le déficit abyssal du budget ne cesse de se creuser.
La rétrogradation de la note US signifie que la puissance financière de la principale puissance capitaliste mondiale est aujourd’hui remise en cause, que les conditions vont devenir plus difficile pour financer son déficit. L’économie américaine reste la « locomotive » de la croissance capitaliste mondiale, c’est donc un changement majeur dans les rapports de forces mondiaux qui se déroule actuellement.

Dans le même temps, la crise de l’Union Européenne s’approfondit. Les différentes bourgeoisies d’Europe étant incapables de se coordonner pour mener à une politique économique unifiée, l’existence même de la zone Euro est aujourd’hui remise en cause. La crise générale du système est encore devant nous, et des convulsions politiques et économiques majeures peuvent advenir.
Partout, nos dirigeants préparent des plans d’austérité et s’organisent pour nous faire payer la dette, pour faire payer la crise aux travailleurs et aux exploités et sauvegarder les profits d’une minorité d’exploiteurs. À nous de préparer une riposte à la hauteur.

Interview de Foued, militant de la LGO (Ligue de la Gauche Ouvrière - Tunisie)

Comment envisages-tu les prochains mois en Tunisie,

du point de vue de la poursuite du processus

révolutionnaire ?

Nous sommes actuellement dans une période instable, au creux de la vague. Avec les vacances et la période de Ramadan, les manifestations de mécontentements sont moins visibles. Avec la rentrée scolaire, l’arrivée des factures, on peut penser qu’au mois de septembre il y aura une poursuite des manifestations des derniers mois. Mais il est très difficile de faire des prévisions à plus long terme. Le processus en Tunisie dépend aussi de l’évolution de la situation dans le reste du monde Arabe, en Egypte, en Libye, en Syrie, mais aussi au Maroc et en Algérie.

Avec l’élection de l’Assemblée Constituante le 23 octobre, et selon le résultat, on verra si se renouvellent les manifestations de grande ampleur, ainsi que les rassemblements comme ceux de Kasbah I, II et III.

En mai dernier, des rassemblements quotidiens ont eu lieu place des Droits de l’Homme à l’avenue Mohammed V à Tunis. La Ligue de la Gauche Ouvrière était pleinement impliquée dans les sittings, ainsi que l’Alliance des Jeunes pour la Révolution, une coalition des jeunes de différentes organisations impliquées dans le processus révolutionnaire. Nous avons continué à défendre le départ des responsables politiques ayant été impliqués dans le régime de Ben Ali, pour la chute du régime toujours en place. Les participants exigeaient également le nettoyage du domaine judiciaire, ainsi que l’aménagement de l’institut télévisuel c’est à dire la purge des cadres, et l’arrêt de la sous-traitance dans ce secteur. La revendication de réforme agraire émerge aussi, avec l’idée d’un salaire minimal à 200 euros. Dans le sud-ouest du pays, certaines terres appartenant auparavant au clan Trabelsi sont aujourd’hui occupées.

Quel rôle jouent les jeunes, quelles sont leurs

propositions ?

Nous essayons, avec des militants de l’Alliance des Jeunes pour la Révolution et de Raid-Attac, de porter la revendication d’annulation de la dette tunisienne. Nous n’avons pour l’instant pas réussis à populariser largement cette proposition. Nous avons avec Raid-Attac comme projet la préparation d’une journée de mobilisation sur l’annulation de la dette, il n’y a pas encore de date fixée.

Le front du 14 janvier fondé dans la foulée de la chute de Ben Ali est aujourd’hui déserté, la plupart ayant participé à sa fondation se concentrent sur leur propre construction politique. Les jeunes, avec l’Alliance pour la Révolution sont aujourd’hui à l’initiative pour essayer de redonner vie au Front, pour recréer un cadre unitaire efficace. Le 24 avril dernier avait également eu lieu un congrès des jeunes anti-impérialistes, réunissant des militants révolutionnaires de différents courants politiques.

Peux-tu nous parler de la LGO ?

La LGO est encore une petite organisation, bien que nous soyons en croissance rapide. Nos militants proviennent pour certain d’une tradition trotskyste, d’autres ont une formation marxiste classique, d’autres encore nous ont rejoins récemment et ont commencés à militer ces derniers mois.

Nous essayons de convaincre des idées marxistes, nous nous sommes dotés d’un journal grand public ainsi que d’une revue d’analyse théorique trimestrielle.

Nous menons une activité syndicale sur nos lieux de travail, et sommes fortement impliqués dans l’UGTT, l’Union Générale des Travailleurs Tunisiens, la centrale syndicale unique. Plusieurs de nos camarades sont élus à la direction nationale du syndicat. Avec la

chute du régime de Ben Ali, un espace s’est ouvert dans le syndicat pour les militants syndicaux indépendants de la bureaucratie. Le prochain congrès qui aura lieu en décembre sera déterminant, car l’enjeu sera l’élection d’une nouvelle direction non corrompue et indépendante du pouvoir en place.

Sur les universités, notre organisation se renforce. Nous intervenons dans l’UGET, l’Union Générale des Étudiants Tunisiens. Durant la dictature, ce syndicat a été le seul moyen d’avoir une intervention de masse et a été un lieu de formation pour les militants politiques contraints à la clandestinité. Le dernier congrès de l’UGET a eu lieu en 2003, toutes les tentatives depuis d’en réaliser un nouveau avaient été avortées par le pouvoir en place.

Un autre syndicat étudiant est récemment réapparu sur les facs, l’UGTE Union Générale Tunisienne des Étudiants, une structure directement liée au parti religieux Ennahda.

Avec la LGO, nous souhaitons aussi créer un parti révolutionnaire qui soit lié aux organisations de femmes en lutte pour leurs droits. Nous avons des contacts avec des militantes féministes, qui se mobilisent pour un droit à l’héritage égal pour hommes et femmes, au lieu d’un tiers pour la femme et deux tiers pour l’homme aujourd’hui.

Nous sommes en contact avec d’autres organisations révolutionnaires dans le monde entier, et plus particulièrement au maghreb avec les camarades de l’organisation El Monadhil au Maroc.

JEUNESSE SANS FUTUR...
EN FRANCE NON PLUS !

Suppressions de postes, diplômes dévalorisés, précarité, surexploitation, logements insalubres, fermeture des centres IVG, violences policières, emprisonnement des mineurs, racisme d’État, politiques anti-écologiques... La liste des raisons de se révolter est longue, très longue, trop longue !

Unifions les luttes

D’un front à l’autre, cette rentrée se place sous le signe du combat. La trêve électorale, ce n’est pas pour nous ! La campagne présidentielle sera pas déconnectée de notre refus de nous laisser faire.

La classe dominante veut nous faire payer les crises du système de plusieurs manières : en nous exploitant dans les entreprises, ce qui explique aussi la dégradation de la qualité de nos études ; en nous faisant payer une dette illégitime et écrasante, ce qui explique les coupes budgétaires tous azimut ; en nous réprimant et en nous divisant pour nous empêcher de relever la tête, ce qui explique les politiques d’encadrement de plus en plus oppressives...

région, sur chaque problème, nous devons résister pied à pied. La riposte, elle, ne se fera qu’avec la convergence des luttes. En Tunisie, du chômage des jeunes aux violences policières et de la dictature à la dette, la population a fait le lien entre tous ses problèmes. Son combat n’est pas fini, loin de là, mais c’est pour cela qu’elle peut envisager la victoire.

Prenons confiance

Son indignation a franchi les mers et les océans, de Madrid à Londres, de Milwaukee à Santiago du Chili. En France, nous sommes nombreux à nous être rassemblés sur les places des grandes villes l’an dernier, en solidarité avec nos camarades de l’État espagnol et de Grèce. Nombreux, mais pas suffisamment.

On ne décrète pas le moment de la révolte. Mais on le prépare, en donnant confiance aux millions de jeunes, de travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, stables ou précaires, français ou immigrés, avec ou sans papiers... Tous et toutes, nous sentons que c’est le moment de déclencher l’affrontement, qu’il est vital de mettre un coup d’arrêt à l’austérité et à l’exploitation.

Dans chaque
secteur,
dans chaque

Manque un détonateur, un signal pour dire à tout le monde que ça y est, que ceux qui feront grève ici, manifesteront là, se rebelleront contre la police dans leur quartier ou occuperont une place ailleurs, ne seront pas isolés.

Construisons l’outil de la riposte

Ni le NPA, ni aucune organisation politique ou syndicale n’est aujourd’hui en mesure de lancer le départ. Mais c’est la perspective que nous nous donnons. Ceux qui enterrent le projet d’un nouveau parti anticapitaliste sous prétexte qu’il connaît des divisions internes sont incapables de voir que cet outil est plus actuel et nécessaire que jamais.

Dans la grève de l’Éducation du 27 septembre, dans la manif internationale appelée par les Indignés espagnols le 15 octobre, dans le contre-sommet du G20 le 1er novembre à Nice, dans les luttes locales de nos fac et de nos boîtes, dans les meetings anticapitalistes et anti-dette, construisons, avec tous ceux et celles qui le veulent, jeunes, salariés, syndicalistes, militants associatifs, ce mouvement d’ensemble !

JB (Comité Jeunes 92 nord)

Grèce générale !

Depuis les grèves générales de juin dernier, au cours desquelles des centaines de milliers de travailleurs grecs sont descendus dans les rues, la situation du peuple s'est encore aggravée. Les conséquences du dernier plan d'austérité mis en place par le gouvernement Papandréou, l'Union européenne et le FMI pour régler le problème du surendettement colossal du pays commencent très sérieusement à se faire sentir dans la population.

Une politique à deux vitesses

Le chômage ne cesse d'augmenter, plongeant une large part de la population dans la pauvreté. Les prix augmentent inlassablement et les coupes salariales se font de plus en plus dures. À côté de ces mesures prises contre les travailleurs, la bourgeoisie grecque, notamment représentée par les très riches armateurs du port du Pirée, prospère et bénéficie même de nouveaux avantages fiscaux, renforçant ainsi la colère sociale.

Si l'ensemble des travailleurs ont aujourd'hui à subir les conséquences dramatiques de la crise des capitalistes, les jeunes sont, eux aussi, très fortement touchés. Leur taux de chômage atteint des chiffres records. Aujourd'hui, l'impossibilité de trouver un emploi après une formation est devenue la norme, poussant des milliers de jeunes diplômés grecs à l'exil dans les pays de l'Europe de l'Ouest. Les projets de lois de casse de l'université publique déjà annoncés par le gouvernement (voir pages 10-11) ne vont faire que précariser un peu plus les jeunes grecs. Un mouvement étudiant est d'ailleurs en préparation contre ces mesures.

Une détermination intacte

Malgré la forte répression du mois de juin, qui a fait des centaines de blessés chez les manifestants, les travailleurs grecs ne sont pas prêts à baisser les bras. Tout au long de l'été, des grèves sectorielles ont continué à agiter le pays, comme l'impressionnante

mobilisation des chauffeurs de taxis début août. Les principales forces politiques et syndicales appellent d'ores et déjà à des mobilisations d'ampleur à la rentrée.

La colère généralisée dans la population ne laisse pas de doute quant à la participation à ces mobilisations futures. Elle seront, à l'image des journées du mois de juin, très suivies. Les mots d'ordre du peuple grec restent les mêmes : hors de question pour les travailleurs de payer les dégâts d'une crise qu'ils n'ont pas causée ! Ceux qui sont responsables de l'endettement spectaculaire du pays, doivent régler eux mêmes leur ardoise... Ou se contraindre à l'annuler !

Johann (Tours)

État espagnol : entre crise et résistance

La crise s'approfondit dans l'État espagnol, et aucune amélioration n'est prévue. On atteint les 21% de taux de chômage national, ce qui signifie pas loin de 45% chez les jeunes. Et la destruction d'emplois n'est pas terminée. Minés par les plans d'austérité, les budgets des administrations se réduisent comme peau de chagrin, entraînant avec eux toutes les petites et moyennes entreprises de sous-traitance qui travaillaient pour l'État, les régions etc. Au second trimestre 2011, ce sont 1771 entreprises qui ont mis la clé sous la porte, nettement plus que l'année dernière à la même période.

La crise de la dette n'est pas terminée non plus. Après la Grèce et le Portugal, l'État espagnol est dans le collimateur des marchés et des agences de notation. Rappelons que la spéculation sur la dette enrichit certains mais fragilise les grandes banques telles que la BNP ou la Société Générale, qui possèdent une grande partie des titres de dette publique : c'est l'une des contradictions qui s'exacerbent en ce moment dans le système capitaliste.

C'est donc un gouvernement totalement délégitimé qui a annoncé des élections anticipées pour le 20 novembre, date ambiguë de l'anniversaire de la mort de Franco, fêtée chaque année par les groupes fascistes.

Le mouvement des Indignés

Face à cette situation, le mouvement des Indignés marque une première étape de la contestation. Ce sont 8,5 millions de personnes qui disent avoir pris une part active au mouvement du 15 mai, déclenché par le ras-le-bol des jeunes et la réaction brutale de la police à l'occupation de la Puerta del Sol. L'un des pics de la mobilisation, était le 22 mai à minuit, supposé jour de réflexion à la veille des élections des régions : il n'est donc pas impossible que l'avancement des élections au 20 novembre donne un second souffle au mouvement. Cependant, les acquis de ce mouvement sont pour l'instant maigres. Sa décentralisation

dans les quartiers a parfois permis de le relier à des questions concrètes. Des assemblées populaires empêchent des arrestations d'immigrés et des expulsions de logements. Certains, et nous en faisons partie, posent clairement la question de passer à un niveau de confrontation supérieur en proposant d'appeler à une grève générale en lien avec le mouvement des indignés.

Les contradictions des réponses capitalistes à la crise ont rarement été aussi criantes, alors que le 15 octobre est d'ores et déjà une date appelée au niveau international. Et l'exemple grec n'est pas loin...

Anne (Comité Jeunes Paris 7 - PRG)

Émeutes en Angleterre

Au mois d'août dernier, l'Angleterre s'est vue secouée par une vague d'émeutes, d'abord à Londres puis dans de nombreuses grandes villes. Les émeutes, dont l'élément déclencheur est le meurtre par la police du jeune afro-antillais Mark Duggan, sont l'illustration d'une révolte contre un système qui condamne à la précarité et qui n'offre aucune perspective. Ces événements ne sont pas nouveaux en Angleterre. Des émeutes ont déjà eu lieu en 1880 ou 1935 suite à des manifestations contre le chômage et dans les années 1980 contre la Poll tax.

Les jeunes des quartiers sont les premiers touchés par l'austérité

La population britannique subit un plan d'austérité particulièrement drastique qui accroît les inégalités et détruit les services publics. Cette année a été marquée par l'augmentation des frais d'inscriptions qui ont dans certains cas triplés et qui rendent les études supérieures inaccessibles pour toute une couche de la jeunesse. Elle subit un

taux de chômage important et des contrats précaires. Sans doute que les révolutions dans le monde arabe ainsi que le mouvement des Indignés ont soufflé sur les jeunes les plus touchés par la crise en Grande Bretagne. Ceux-ci ont toutes les raisons de se révolter dans ce système qui ne leur offre aucun avenir et dans lequel ils n'ont rien à perdre. La discrimination et le harcèlement policier, en particulier contre les jeunes immigrés, ont nourri une haine des flics, qui a été présente tout au long des émeutes.

La réponse du gouvernement a été d'organiser une violente répression avec plus de 1700 arrestations dans les jours qui suivirent, parfois pour avoir pris une boîte de gâteaux dans une grande surface. Il est même discuté en ce moment par le gouvernement de l'éviction des logements sociaux des familles de jeunes présumés d'avoir participé aux émeutes.

Les vrais casseurs ne sont pas les émeutiers, mais le gouvernement qui mène une politique antisociale ! Les vrais voleurs sont les capitalistes qui ne cessent d'augmenter leurs profits !

Les émeutes révèlent d'une part la faiblesse des organisations traditionnelles, qui ne sont pas à la hauteur pour répondre un tant soit peu aux attaques du gouvernement et d'autre part une réelle combativité de la jeunesse face à ce système. Ces explosions sociales ont une nature de classe face au développement de la misère, lié à la crise, elle-même inhérente au système capitaliste.

Tess (Comité Jeunes de Reims)



CHILI : une mobilisation étudiante d'ampleur

« Y va a caer, Y va a caer, la educaci3n de Pinochet »

C'est le slogan que scandent les étudiant-e-s chiliens, en référence à la dictature de Pinochet. Sous Pinochet, le Chili a constitué un laboratoire pour les politiques néo-libérales, notamment en matière d'éducation. Les réformes de Pinochet ont été maintenues et approfondies par les différents gouvernements qui ont suivi la chute de la dictature, notamment par l'actuel gouvernement conservateur de Sebastian Piñera. Il n'existe dans le pays, aucun établissement universitaire public gratuit. Moins de 25% du système éducatif est financé par l'État, et les budgets des établissements dépendent, en moyenne, à 75% des frais d'inscriptions.

Résultat, les jeunes déboursent entre 170 000 et 400 000 pesos par mois (entre 250 et 600 euros) pour suivre un cursus universitaire, dans un pays où le salaire minimum est de 182 000 pesos par mois (moins de 300 euros). Du coup, 70% des étudiant-e-s s'endettent, et 65% des plus pauvres interrompent leurs études pour des raisons financières.

« Pour un enseignement gratuit et de qualité »

C'est le 21 avril 2011 qu'a lieu la première manifestation réunissant 8000 personnes. Elle n'est pas massive mais vient tout de même s'ajouter aux nombreuses mobilisations sociales qui ont lieu dans tout le pays.

Mais c'est en juin que la mobilisation étudiante atteint son pic : le 16 juin a lieu la première manifestation de 200 000 personnes, la plus grosse depuis la fin de la dictature (1990).

Des grèves massives et des blocages de lycées sont organisés. Ils dénoncent notamment « la marchandisation de l'éducation » et exigent « un enseignement gratuit et de qualité ». Mais tout ça n'est pas nouveau, en 2006, sous Bachelet (centre-gauche), les étudiants s'étaient déjà mobilisés contre le prix des transports et les tarifs scolaires.



Solidarité entre jeunes et travailleurs

Les étudiants ont, selon les sondages, le soutien de 70% à 80% de la population. Le gouvernement tente alors de criminaliser les manifestants pour le discréditer. Des policiers en civils ont infiltré les manifestations. Et Piñera a fait interdire une manifestation et la répression est devenu systématique. Cela n'a fait qu'accroître le soutien populaire aux manifestants. Les 24 et 25 août, les étudiant-e-s se sont joints à la grève générale et aux revendications sur le code du travail, la santé, la modification de la constitution de 1980 (sous Pinochet) qui a mobilisé plus de 600 000 manifestants.

La convergence avec les travailleurs et la grève générale sont le moyen de faire plier le gouvernement. L'exemple chilien montre combien les revendications des jeunes et des travailleurs sont liées, car ce sont des revendications de classe.

Elsa (Comité Jeunes Saint-Denis)

SYRIE, une révolution en marche

Dans un pays où la répression est sanglante et où aucune liberté n'est laissée à la population, la révolte a continué de s'accroître et de se propager. Bashar al Assad au pouvoir depuis la mort de son père, l'ancien dictateur, en juin 2000, a encouragé la mise en application de toutes les mesures néo-libérales du FMI et de la Banque mondiale. Celles-ci ont creusé davantage les inégalités. La bourgeoisie devient de plus en plus riche et corrompue et la population vit pour la moitié au niveau du seuil de pauvreté et pour le tiers, en-dessous. Le chômage explose et touche en particulier les jeunes : plus de 55% des moins de 25 ans sont au chômage.

Ce mélange de dégradation du niveau de vie de la majorité du peuple avec une répression sans merci ne pouvait que susciter la contestation.

« Le peuple veut renverser le régime ! »

Cette révolte n'est pas seulement le fruit de la propagation des processus révolutionnaires en cours en Tunisie et en Égypte... C'est aussi le résultat d'une contestation qui n'est pas nouvelle et qui est visible depuis 2006. Chaque année a connu de nouvelles manifestations et de nouveaux affrontements. Par exemple, en mai 2006 à Damas, deux manifestations de centaines d'ouvriers de la société de construction publique ont eu lieu, allant à l'affrontement avec les forces de l'ordre.

Le 15 mars 2011, des jeunes de 15 ans sont arrêtés et torturés pour avoir tagué sur le mur de leur école « Le peuple veut renverser le régime ! ». C'est le 18 mars que le processus révolutionnaire s'est enclenché dans la ville de Daara, avec une manifestation réclamant la libération des enfants, la liberté et la levée de l'état d'urgence.

Face à La répression au Maroc, solidarité !

Même si les médias n'en parlent pas, la contestation au Maroc est belle et bien présente. Elle est notamment incarnée par le « mouvement du 20 Février », créé dès les premières manifestations contre le pouvoir, sur les modèles tunisien et égyptien. Qui dit contestation du pouvoir en place dit répression...

Les manifestations pacifiques se terminent bien souvent par des centaines de blessé-e-s et d'arrestations. Certain-e-s ont même été condamné-e-s à trois ans de prison pour une simple manifestation en juin dernier. Dans ce mouvement, qui réunit tous les secteurs et toutes les classes d'âges, de nombreux étudiant-e-s font face à la répression du régime de Mohammed VI comme c'est le cas par exemple de Mohamed Ghalout ou encore d'Ilham Hasnoui. Mohamed Ghalout, militant de « Voie Démocratique » et militant à l'UNEM (Union nationale des étudiants marocains) depuis plusieurs années, a été arrêté et torturé par les policiers durant plusieurs jours, le pouvoir cherchant à le faire payer pour des années de luttes passées aux côtés des étudiants mais aussi des classes populaires dans sa région de Fès. Ilham Hasnoui, militante communiste et syndicaliste comme M. Ghalout à l'UNEM, vient de passer dix mois dans les geôles du pouvoir marocain à Marrakech, sans aucun jugement. À 21 ans, elle détenait alors le triste record de la prisonnière politique la plus jeune du Maroc... Une vingtaine de chefs d'inculpations

Les forces de sécurité ont réprimé la manifestation pacifique avec des armes causant des centaines de morts et de blessés. Dans son premier discours, Bashar al Assad a considéré que ces manifestations ne sont rien d'autre qu'un complot occidental contre son régime. Ce discours a été ressenti par les masses syriennes comme une insulte. C'est à partir de là que le processus révolutionnaire va s'étendre sur le territoire national.

Lutter contre l'impérialisme

Le peuple syrien ne veut pas d'intervention militaire impérialiste en Syrie, car il ne veut pas d'occupation qui servirait les intérêts des impérialistes pour des questions pétrolières ou géopolitiques (contrôle de la région) et non pas ceux de la population.

C'est surtout par la lutte des jeunes et des travailleurs que le processus révolutionnaire pourra être démocratique et que le régime pourra être renversé.

Il est important de soutenir le peuple syrien en lui apportant notre solidarité lors des rassemblements et en luttant contre notre propre impérialisme !

Orianne (Comité Jeunes du Mans)

lui seraient reprochés, mais là encore ce ne sont que de vagues motifs puisque son arrestation s'est faite sans mandats ni convocation préalable.

C'est toujours la même logique qui s'applique, celle de la criminalisation des militants progressistes. Sa libération n'a été obtenue que par une vaste campagne de mobilisation internationale : pétitions, votes de motions par les syndicats étudiants ou professionnels, rassemblements devant l'ambassade ou les consulats... Il n'en reste pas moins de nombreux-ses militant-e-s dans les geôles du pouvoir réactionnaire marocain.

Partout où nous sommes, nous devons apporter notre solidarité avec les militants et militantes marocains qui font face à la répression. Nous devons exiger la libération inconditionnelle de tous les détenus politiques emprisonnés. Nous dénonçons la complicité du gouvernement français, qui tente de faire passer le Maroc pour une véritable démocratie. Face à la répression et au régime dictatorial, un vaste mouvement de solidarité international doit se mettre en place !

Benjamin (Comité jeunes de Caen)

La dette, c'est quoi ?

La crise structurelle du capitalisme enclenchée en 2007 est entrée depuis quelques mois dans la phase de la dette publique. Les populations payent déjà très chers l'application des politiques d'austérité partout en Europe. Les classes dirigeantes tentent de nous faire croire qu'il est nécessaire de nous serrer la ceinture afin de réduire les déficits publics et de rembourser la dette souveraine : baisses des salaires, licenciements, plans d'austérité : les conditions de vie de la majorité de la population ne cessent de se dégrader.

Pourquoi peut-on dire que cette dette est illégitime

L'explication donnée par les classes dirigeantes pour nous faire payer la dette est la suivante : l'État se serait endetté en se laissant aller dans les dépenses. Il serait donc nécessaire de réduire les dépenses publiques afin de rembourser.

Cet argument est absolument invalide car depuis le début des années 90, les dépenses publiques des États européens (les hôpitaux, les retraites, l'Éducation, etc.) sont restées parfaitement stables. Le budget le plus important qu'on leur ait attribué était de 55% du PIB en 1993. Depuis, ce taux n'a fait que diminuer.

Toujours plus de cadeaux faits aux riches

En revanche, on peut observer une baisse sérieuse des recettes de l'État ces dernières années. Il est facile de trouver une explication à ce phénomène. Les gouvernements européens ont mené des réformes fiscales visant à baisser les taux d'imposition de la bourgeoisie : baisse de l'impôt sur le revenu et surtout du taux d'imposition des catégories supérieures, baisse de l'impôt sur la fortune, baisse du taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés et multiplication des niches fiscales. Sur deux décennies de révolution fiscale à l'envers, au profit des riches et des entreprises dont ils sont les propriétaires, se seraient évaporées entre 100 et 150 milliards d'euros de recettes fiscales annuelles.

Des plans de sauvetage ruineux pour les États

Le taux d'endettement des États est également dû aux plans de sauvetage faramineux mis en place pour sauver les banques suite à la crise déclenchée en 2007 par l'effondrement du marché immobilier américain. En France, on estime à 128 milliards d'euros la somme mise à la charge des finances publiques pour éviter l'effondrement du système financier par le renflouement des banques entre 2008 et 2009.

Les classes dirigeantes cherchent à nous faire croire que la dette est à tout le monde car nous avons vécu au-dessus de nos moyens. Le sauvetage des banques serait dans l'intérêt général. C'est faux ! Les banques font de nouveau des profits énormes, sur le dos des États et des populations, sans tenir compte de l'« intérêt général » si cher à nos dirigeants.

Afin de sauver les pays les plus endettés, notamment la Grèce et le Portugal, la troïka (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Union européenne) a soutenu financièrement ces États. En contrepartie de cette aide, partout en Europe ont été mis en place des plans d'austérité visant à faire payer aux populations une crise qui n'est pas la leur. On assiste donc partout aux baisses de salaire, aux licenciements, au gel des embauches de fonctionnaires...

La dette : un investissement juteux pour les capitalistes

Mais les dettes des États ne sont pas seulement le fruit de la crise, et du sauvetage, de la finance capitaliste. Elles sont aussi, pour elle, un placement très profitable.

La dette profite aux capitalistes. Il n'est pas dans leur intérêt de la résorber. Les États sont notés par des agences de notation, qui estiment leur capacité à rembourser, en attribuant des notes (le fameux triple A français). Plus la note est basse, et donc plus un État est en difficulté, plus il paye des intérêts élevés. Cela permet de se faire beaucoup de fric pour les capitalistes. Mais au bout d'un moment, à force de scier l'arbre, il finit par casser : c'est le défaut de paiement.

En l'absence de tout versement d'intérêt, la dette n'aurait représenté que 17% du PIB, c'est-à-dire quatre fois moins qu'à l'heure actuelle.

La Banque centrale européenne a prêté aux banques privées à des taux d'intérêt de 1%. Quelques mois plus tard, ces mêmes banques ont prêté de l'argent aux États. Cette fois-ci, elles l'ont avec des taux d'intérêt pouvant aller de 3% à 20%. L'aide à la finance est massive, sans limite et sans condition, tandis que des sacrifices inouïs sont demandés aux peuples sur lesquels s'abattent plans d'austérité, privatisations et destructions des services publics.

Les dettes publiques actuelles permettent à la bourgeoisie européenne d'avancer dans la mise en place de son projet de classe, en enrichissant toujours davantage les plus riches et en rendant toujours plus puissants les groupes financiers privés.

Les classes populaires n'ont pas à les payer !

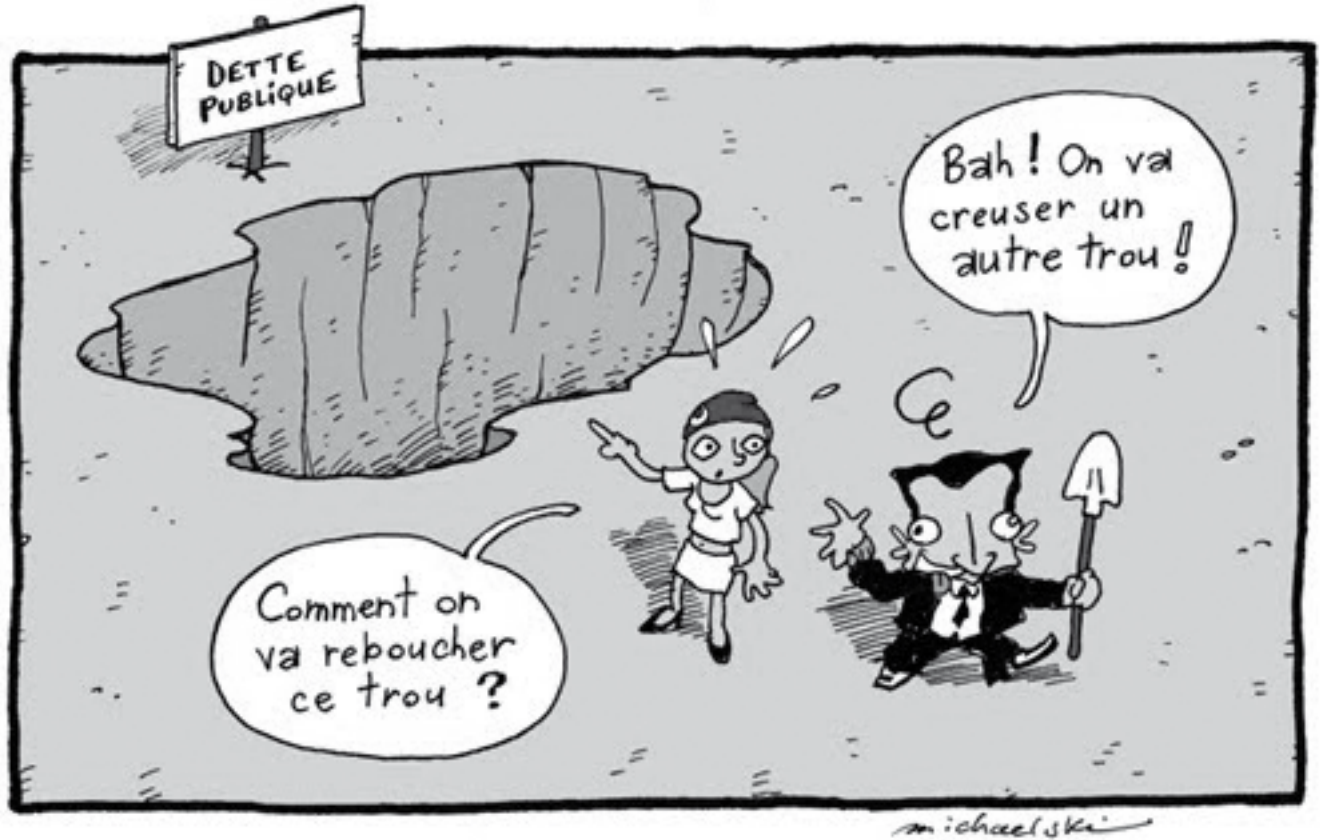
Payer la dette : une aberration économique et sociale

L'austérité signifie moins de fonctionnaires, plus de chômeurs, moins de revenus pour les travailleurs, moins de consommation. Donc la récession économique.

La récession économique, c'est aussi moins de recettes fiscales pour les États, qui vont se retrouver dans des situations encore plus dramatiques, creuser leurs déficits publics, se rendre encore moins capables de rembourser leurs dettes... Les marchés exigeront donc des taux d'intérêt de plus en plus élevés, renforçant encore davantage la dette. Si des États sont en défaut de paiement, c'est-à-dire n'arrivent pas à payer toute leur dette, la crise des dettes publiques pourrait se répercuter à nouveau sur les banques... Puisque ce sont elles qui prêtent aux États ! Sauf que cette fois, les États ne pourront plus déployer des plans de sauvetage aussi élevé qu'en 2008. Et donc la crise s'aggraverait encore !

La Grèce est déjà dans cette situation : alors qu'elle s'est déjà vue imposer des plans d'austérité dramatiques, elle ne cesse de s'enfoncer dans la crise économique et sa dette continue de gonfler.

Si toute l'Europe suit cette voie, il n'y aura pas d'autre conséquence qu'une crise économique et



sociale encore plus grave, de nouveaux records de chômage, de précarité, de pauvreté, un pouvoir de la finance encore renforcé.

Luttons pour l'abolition de la dette et pour une autre société !

Les sommes allouées au remboursement des dettes sont énormes. En France, cette année, 50 milliards iront ainsi dans les poches des capitalistes, quasiment autant que le budget de l'enseignement public !

Plus que jamais, nous devons donc exiger l'annulation totale de cette dette illégitime. Dans l'immédiat, nous nous opposons aux conséquences immédiates de son remboursement : fermetures d'hôpitaux et d'écoles, suppressions de postes, attaques sur les retraites et la Sécurité sociale... S'il faut trouver plus de recettes, cela se fera par une meilleure répartition des richesses, non en prenant aux plus pauvres ! Cela passe par une réforme fiscale d'ampleur, imposant les plus riches et les grandes entreprises, une hausse généralisée des salaires, l'interdiction des licenciements, la systématisation du CDI... Et bien sûr, l'arrêt immédiat du remboursement de la dette.

Une mobilisation populaire aux échelles nationale et européenne sera nécessaire. Elle partira de luttes qui ne toucheront peut-être qu'indirectement à la question : on se mobilise plus volontiers pour une augmentation des salaires dans sa boîte ou contre la fermeture d'un hôpital dans sa ville, que pour l'annulation de la dette. Mais il n'y a pas d'autre solution : pour sauver nos services et nos emplois publics, il faut cesser immédiatement de la payer. Il faut démontrer partout qu'elle est illégitime, en dévoilant d'où elle vient, en exigeant la publication des comptes de l'État et des grandes banques, en nous immisçant dans le sacro-saint du capitalisme, les finances et le secret bancaire.

Sans cela, la crise continuera. Le capitalisme ne tombera pas de lui-même, mais plus la crise s'approfondira, plus les conditions de vies des populations se dégraderont. Les logiques des politiques d'austérité ne sont pas le fruit du hasard mais bien d'un système, le capitalisme, qui concentre entre les mains d'une minorité privilégiée l'ensemble des richesses, qui détruit la planète par la concurrence assoiffée, qui laisse dans la misère des milliards d'être humains, alors qu'il y a des richesses à profusion.

Pour éviter que la catastrophe continue, imposer la transparence des comptes n'est pas suffisant. Il faut mettre toutes les institutions financières sous le strict contrôle de la société, avec la

constitution d'un grand pôle bancaire public, par nationalisation des banques, sans indemnité ni rachat, sous direction des salariés et de la population. Enfin, il faudra mettre en place un véritable gouvernement des travailleurs, qui placera sous son contrôle l'ensemble de l'économie et la mettra au service de toute la population.

Léa (Rennes)

Pour aller plus loin...

De nombreux articles ont été écrits ces derniers mois, et même ces dernières semaines, pour analyser les dernières évolutions de la crise et nourrir le débat sur les revendications à porter face à la dette.

Plusieurs d'entre eux sont regroupés sur le site du NPA :

<http://www.npazoo.org/taxonomy/term/86>

<http://www.npazoo.org/category/tags/crise>

À lire aussi :

<http://www.npazoo.org/content/l%E2%80%99heure-du-rebond-de-la-crise-pour-une-politique-de-rupture-avec-le-capitalisme>

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article22554>

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article22522>

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article22300>

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article22512>

<http://hussonet.free.fr/sansfond.pdf>

<http://hussonet.free.fr/toxicap.pdf>

<http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article3162>

http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com_content&view=article&id=2155:brisons-lengrenage-mortifere-de-la-dette-publique-entretien-avec-eric-toussaint&catid=22:Nouvelles&Itemid=53

Interview de Saïdou de La Zone d'Expression Populaire (ZEP)



Alors qu'il se produisait à Port Leucate dans le cadre de l'université d'été du NPA, Saïdou, MC principal du groupe ZEP a pris le temps de répondre à nos questions.

L'ÉA : Peux-tu nous parler de l'actualité de Zep ?

Saïdou : On est en tournée. Le projet de Zep, c'est d'être sur la route, sur le terrain. Quand nous disons sur scène et dans le disque « sortir de l'invisibilité », ça veut dire porter la parole. Qui d'autres que nous, peut porter notre parole, c'est-à-dire nos revendications, nos critiques, notre colère ? Nous sommes concernés par ce qui nous handicape le plus au quotidien, c'est-à-dire notre condition – arabe pour ma part – dominés, discriminés, racisés, en France. Ce qui me touche dans ma chair. Je suis fils d'ouvrier, enfant de famille paysanne algérienne immigrée en France, je suis donc aussi de culture politique prolétaire et évidemment que les conditions de vie de nos parents, des chibanis, des travailleurs immigrés mais aussi de toute la classe ouvrière me préoccupent. Cela fait partie de mon combat au nom de ma communauté de destin. Mais c'est vrai que la question raciale me touche beaucoup plus, parce qu'on me rappelle tous les jours que je ne suis pas le bienvenu dans ce pays, pas légitime, pas crédible.

L'ÉA : Ce discours rencontre un écho relativement important, votre album et vos passages sur scène sont très bien accueillis en général.

Saïdou : Notre discours peut intéresser des gens. Chaque jour quand je joue, je rencontre des gens qui n'ont jamais entendu

de discours qui dénoncent le paternalisme, le néocolonialisme. Mais notre parole n'existe pas dans l'espace politique et médiatique, elle est censurée. On passe dans certains endroits mais, pas forcément accessibles à tous, des petits festivals où les gens n'ont pas toujours le réflexe d'aller. Mais j'ai l'impression de participer à un combat avec d'autres.

L'ÉA : Si tu devais écrire en ce moment, au vu de l'actualité, qu'est ce que t'inspirerait davantage ?

Saïdou : Tout ce qui se passe dans le monde et arrive à mes oreilles me touche et me préoccupe. J'ai l'impression d'écrire des réponses. Notre discours est reçu, critiqué et provoque des incompréhensions, des rejets, il crée de la colère. Certains se sentent humiliés par mes chansons. Ces retours me touchent. Ça me met en colère de ne pas être compris. Je ne pense pas continuer ce métier longtemps, j'ai peur d'être floklorisé. On est réduit à quelque chose de festif, une animation, alors que je porte un discours en chanson. Et c'est là que c'est risqué parce qu'une chanson fait aussi rêver, danser, et certains ne viennent chercher que la partie festive.

L'ÉA : Dans votre album, tu as samplé les sons de certaines manifestations. En concert, tu fais reprendre à ton public les slogans de nos mouvements. Ça démontre un réel ancrage dans le mouvement social et politique de ZEP...

Saïdou : J'ai toujours peur de voler la vedette aux vrais héros à ceux qui méritent les honneurs. Je ne suis pas un porte-parole de luttes mais je suis nourri de ça. Mon énergie j'ai été la chercher, par exemple, chez les sans-papiers de Lille. Pas seulement dans

les manifs mais aussi dans les réunions, avec leur histoire, leur discours, leur courage. Les sans-papiers ont une histoire, une identité politique, ils ne sont pas que des sans-papiers. Ils viennent du Sénégal, d'Algérie, du Maroc, c'est un acte politique pour beaucoup d'être là, de défendre leurs droits, d'exiger des papiers... Ces gens-là t'apportent une vision du monde différente, un regard d'ailleurs. Ça fait du bien. Ça te nourrit, te donne du courage, de l'énergie. Je leur dois beaucoup, mais c'est comme ceux qui luttent pour la Palestine. Mes références politiques viennent des sans-papiers mais aussi de la Palestine où je me suis rendu... Il a fallu que j'aie rencontré, que je me déplace, que je voyage, mais ce n'est pas donné à tous le monde, il est difficile de sortir de son quartier, on n'a pas toujours les moyens.

L'ÉA : Vous avez été la cible ces derniers mois d'une campagne identitaire, raciste et islamophobe, qui cherchait, notamment, à faire annuler vos concerts.

Comment l'analyses-tu ?

Saïdou : L'Europe se fascise de plus en plus. Pour eux, les identitaires, il s'agit de mobiliser. Dans ce cadre-là, on leur sert d'outil : ils ont besoin de gens comme nous pour faire peur. Ainsi, ils ont décidé de faire de nous un exemple. Régulièrement quand on joue, ils appellent à nous faire taire : en menaçant la salle qui nous reçoit de venir foutre le bordel ou en nous menaçant directement nous et notre public. Par ailleurs, des choses extrêmement islamophobes et racistes circulent sur internet...

Des rappeurs qui critiquent la France sans concession : nous sommes une cible parfaite. Quand on a sorti notre projet, il y a des gens de tous bords qui ont eu les poils hérissés sur ce qu'on pouvait raconter. Même certains de nos alliés qui se considéraient comme moteur, porte-parole de l'antiracisme, quand on leur dit que nous le racisme on le vit et qu'on a la méthode pour lutter contre, ça peut déranger, jusqu'à l'extrême gauche.

Il y a des « camarades » d'extrême-gauche qui ont changé de position quand ils ont vu que les néonazis avaient le même genre de critiques avec les mêmes arguments ! Dommage d'en arriver là ! Maintenant, on devient un outil antifasciste. Mais moi, je n'ai pas envie d'être un outil antifasciste, je me bats pour l'égalité d'abord. S'il y avait l'égalité, je pense qu'il n'y aurait pas de fascisme. Ce ne sont pas les néonazis qui décident s'il y a l'égalité ou pas dans ce pays, c'est nous tous.

Propos recueillis pour Tout est à nous (hebdomadaire du NPA) par Mary Sonet

Y a-t-il un féminisme sportif ?

S'il est un espace où le sexisme est manifeste, c'est bien celui du sport. Une de ses caractéristiques dans notre société est de produire un discours sur les capacités prétendument naturelles des femmes ; celles-ci, de par leur constitution physique, seraient inférieures aux hommes, que ce soit aux niveaux de l'endurance, de la force... Et si c'est naturel, c'est donc 1) évident et 2) inéluctable.

La société fait passer pour naturel ce qu'elle construit. Les notions de masculinité et de féminité en sont des exemples notables. Pourquoi un homme devrait-il se comporter d'une certaine manière et une femme d'une autre ? Il n'y a rien de « naturel » là-dedans !

Il a même été largement montré que des différences supposées « naturelles » étaient en réalité sociales : la taille, l'espérance de vie ou encore la force physique. Des femmes élevées, nourries, bref socialisées comme des hommes, auraient, tout porte à le croire, beaucoup de chances de développer une masse musculaire similaire à la leur.

Le sport, vecteur de toutes les normes

Une autre dimension du sport est sa capacité à produire et à relayer les normes sociales. D'une sportive un peu forte on ne manquera pas de dire qu'elle manque de « féminité », tandis

que sont adulées les joueuses de tennis qui vendent leurs corps telles des mannequins pour vanter les mérites de tel ou tel produit cosmétique. Ce rappel à l'ordre des normes de genre passe également par le choix des sports pratiqués par les hommes et les femmes : à une fille, on proposera rarement d'intégrer un club de rugby, un garçon choisissant de s'adonner à la danse classique sera « soupçonné » d'homosexualité...

L'homophobie sportive se manifeste par le culte de la virilité et de la féminité. Récemment, l'entraîneuse de l'équipe de football féminine nigériane se réjouissait d'avoir « une équipe 100% hétéro ». Et il va sans dire qu'on entend beaucoup moins parler des sportives que des sportifs de haut niveau.

Pour la coupe du monde de football féminin, les Françaises ont remporté les dix match éliminatoires, marqué cinquante buts et encaissé zéro. Mais qui aujourd'hui, à part les très grands amateurs de sports, est capable de citer le nom d'une joueuse ? Et pour cause ! Le sport féminin est beaucoup moins relayé et mis avant que le sport masculin, surtout dans le cas de disciplines très physiques (entendez « viriles ») comme le foot, le rugby ou encore la boxe.

Combattre la société, pas ses produits

L'émancipation des femmes ne passera pas par les prouesses sportives de quelques unes, mais par la lutte collective de toutes dans la société. Ce n'est pas le sport en soi qui est sexiste, c'est la société (de même qu'elle est concurrentielle, chauvine, xénophobe, homophobe...). Le sport n'en est qu'un produit.

La question n'est pas de dénoncer ceux et celles qui s'y adonnent ou aiment le regarder au stade ou à la télé. Dans une société qui nous oblige à perdre notre vie à la gagner, chacun-e a bien droit à un moment de loisir – même si le partage des tâches fait que ce sont plus souvent certains que certaines qui peuvent passer du temps devant la télé...

Mais a-t-on besoin de séparer les hommes et les femmes pour des activités physiques ? Pas plus que de les séparer en fonction de leur nationalité, ni de désigner à la fin des gagnants et des perdants !

Réfléchir à une société émancipée du capitalisme doit nous questionner sur ce qu'y seraient les loisirs et les pratiques sportives. Et sans doute que là aussi, tout serait bien différent.

Léa (Comité Jeunes 92 nord)

ÉTUDIER EST UN DROIT, PAS UN PRIVILÈGE !

À chaque rentrée, des centaines d'étudiants rencontrent des problèmes pour s'inscrire à l'université. Certains sont même refusés. Les motifs invoqués sont parfois illégaux et souvent discriminatoires : l'étudiant n'habite pas le bon quartier, a quelques jours de retard sur la clôture officielle, a un diplôme étranger donc supposé de moindre valeur, les filières sont saturées...

Des problèmes politiques

La procédure Admission post-bac maintient théoriquement le droit à s'inscrire dans la filière de son choix. La réalité est bien différente. Les universités envoient des refus pour « capacités d'accueil atteintes », elles font pression sur les étudiants en les sélectionnant. Elles devraient plutôt faire pression sur leur Ministère pour obtenir plus de budget ! Ce n'est pas aux étudiants

de subir les conséquences de la politique de restriction et de casse de l'Éducation.

Les étudiants étrangers en sont les premières victimes. Ceux qui souhaitent s'inscrire à la fac en France doivent effectuer une « demande d'admission préalable » (DAP), huit mois avant la rentrée, alors que la plupart ne connaissent même pas l'existence de cette procédure. Elle n'est appliquée qu'aux étudiants hors UE et nécessite de passer par les services de Campus France. Pour venir en France, un étudiant étranger doit passer tous les échelons de la sélection (tous payants), prouver qu'il possède 5000 euros sur un compte bloqué en France ou qu'une personne sur le territoire peut lui verser une pension de 450 euros par mois. Mission impossible !

De plus en plus d'étudiants étrangers arrivent alors en France de manière illégale ou avec un visa court séjour, ce qui ne leur permettra pas, en théorie, d'obtenir un titre de séjour étudiant.

Comment obtenir l'inscription de tous à l'université ?

La première chose à faire, c'est d'obtenir un cadre de négociation avec l'administration de la fac (souvent le vice-président du CEVU). Ce cadre doit être régulier et aboutir à des réponses sur chaque cas : notre objectif est l'inscription de tous les étudiants, quelle que soit leur situation.

Les administrations d'université, c'est comme les patrons : elles ne répondent qu'au rapport de force. Un président d'université préférera inscrire

quelques centaines d'étudiants, plutôt qu'ils foutent continuellement la merde sur la fac. C'est pourquoi il faut convaincre les étudiants ayant des problèmes de s'organiser entre eux, pour mettre la pression à l'administration : en assemblée générale, ils peuvent décider d'occuper le bureau d'un responsable, d'envahir un CA, etc.

La lutte pour l'inscription de tous brise la toute puissance des universités, démontre à l'ensemble des étudiants que c'est en s'organisant et en maintenant la pression collectivement qu'on gagne. Cela convainc de l'utilité du syndicat.

On en a même fait un proverbe : lutte de sans fads en rentrant, grève étudiante au printemps !

Léa et Mina (Comité Jeunes 92 nord)

Nouvelle licence... Néolibérale

La réforme de l'arrêté licence (le texte qui cadre le contenu des diplômes) a soulevé un tollé chez les personnels et les étudiant-e-s. Une inter-organisations nationale incluant SUD, la FSE, des militant-e-s minoritaires de l'UNEF, l'AL et le NPA a permis d'informer les étudiant-e-s, poussant le ministère à reculer sur certains aspects (diplômes individualisés, licences à plusieurs niveaux...). Mais le gouvernement a joué la division en lâchant quelques avancées sur

les droits étudiants pour obtenir le soutien des syndicats étudiants au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER). L'UNEF crie même victoire...

Sélection sociale par les conditions d'études

Alors que rien n'est fait pour l'autonomie financière des jeunes, la

c'est le retour des notes éliminatoires. Et la deuxième session est remplacée par de simples « rattrapages », quinze jours après les résultats.

Une professionnalisation sur mesure... Des employeurs

Il s'agit de vider les diplômes de leur contenu scientifique au profit de « compétences » directement utiles aux patrons. Ils seront présents de la conception des « référentiels de compétences » au niveau national, à l'évaluation des formations dans chaque fac, en passant par l'enseignement lui-même !

Les étudiant-e-s vont apprendre les CV, les synthèses, la conduite de projets, les outils numériques... Sans lien avec leurs formations. La langue vivante (obligatoire) est déconnectée de tout contexte culturel.

Les stages obligatoires ou facultatifs, mais prévus dans chaque parcours et dont l'évaluation sera prise en compte dans la validation du diplôme, créeront une réserve de main-d'œuvre sous ou non-payée. Ceux liés à la formation ou valorisables seront réservés aux étudiant-e-s qui ont les réseaux. Et les étudiant-e-s salarié-e-s ne pourront pas se permettre d'interrompre leur travail pour faire un stage.

Dans chaque université, les maquettes des licences vont être adaptées à ces nouvelles consignes : vigilance et réactivité seront donc nécessaires cette année !

Chloé (Comité Jeunes Sorbonne)

Le gouvernement casse nos DIPLÔMES et le service PUBLIC

L'ÉDUCATION SOUMISE AUX PATRONS ? C'EST NON !



- ◆ DES DIPLÔMES NATIONAUX, DE QUALITÉS ET RECONNUS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL
- ◆ UN FINANCEMENT 100 % PUBLIC À LA HAUTEUR DES BESOINS
- ◆ NON AUX SUPPRESSIONS, 80 000 EMPLOIS DANS L'ÉDUCATION



comprendra 1500 heures de cours minimum et le contrôle continu sera prioritaire. Premier-e-s touché-e-s : les étudiant-e-s salarié-e-s.

La limite de 50% d'heures de cours en amphi (par rapport aux TD, TP, projets...) est supprimée: d a v a n t a g e d'amphis, c'est plus d'étudiant-e-s pour moins de profs. Les coefficients entre les matières passent d'un rapport de 1 à 3 à un rapport de 1 à 5. Il sera beaucoup plus dur de compenser :

Genre c'est scientifique !

Quatre-vingt députés UMP, dont Jean François Copé, ont lancé en août un appel pour supprimer des nouveaux programme du lycée et des manuels de SVT l'enseignement du thème « masculin/féminin ». Rien de révolutionnaire dans ces programmes : le simple constat que le sexe, qui dépend des chromosomes, des hormones et autres éléments, ne détermine pas le genre social ni l'orientation sexuelle, le genre étant une construction socio-culturelle et l'orientation sexuelle pouvant même varier plusieurs fois dans une vie. Reprenant une pétition de la Confédération nationale des associations catholiques, les députés prétendaient que les nouveaux programmes ne reposent pas sur des faits « scientifiquement prouvés », certains allant même jusqu'à parler de « détournement de l'enseignement au profit du lobby gay ».

Ces programmes reprennent des faits largement démontrés et visent à lutter contre les préjugés homophobes et sexistes. Le député UMP Lionel Luca ne s'encombre pas des sciences lorsqu'il déclare : « la "théorie du genre", si elle avait existé du temps d'Adam et Eve, ne nous permettrait sûrement pas d'être là aujourd'hui » (1) !

À la fin de l'été, Chatel a déclaré qu'il ne toucherait pas aux programmes de SVT. Mais la polémique a bien eu lieu, rappelant aux jeunes lesbiennes, gays, bi et trans qu'ils et elles ne sont pas tout à fait bien vus par notre société. Selon une étude de l'INSERM de 2005, les garçons homosexuels ont treize fois plus de risques de faire une tentative de suicide que les jeunes hétérosexuels...

Il est essentiel que se développe, tout au long de la scolarité, une véritable éducation à la sexualité, afin de combattre les idées dominantes et préjugés liés aux sexes des individus et les normes hétéro-centrées de la société. À l'approche d'une campagne UMP qui se fera en draguant l'électorat frontiste, soyons vigilant-e-s !

Et d'autres choses comme : « cette théorie, sous couvert de reconnaître différentes identités sexuelles, veut légitimer à terme la pédophilie » (<http://video.fr.msn.com/watch/video/polemique-sur-les-manuels-cette-theorie-est-dangereuse/13qory6q2?from=>)

Cantine BIO... MÉTRIQUE !

Impossible de savoir combien de restaurants scolaires disposent, depuis 2004, de systèmes biométriques remplaçant la carte de cantine. Le système le plus répandu est la reconnaissance du contour de la main (RCM) : on place sa main sur le lecteur après l'avoir faite scanner en début d'année. Pour installer ce système, les établissements doivent demander l'autorisation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), informer les personnels, les élèves majeurs et les représentants légaux des mineurs. Une formalité dont ne s'acquittent pas tous les chefs d'établissements. Heureusement que le leader du marché, la société Alise, dévoile ses chiffres d'affaires ! Selon elle, ce sont plus de trois cents établissements qui sont désormais équipés à la rentrée... Mais à quand les puces dans les bras des élèves ?

Refusons de payer la crise sur nos lycées !

Depuis le début du mandat de Sarkozy, l'État baisse le budget de l'Éducation nationale, ce qui a entraîné un plan de 85 000 suppressions de postes de profs de 2008 à 2012... Alors qu'une réforme est engagée depuis 2010 pour être appliquée sur trois ans.

Des suppressions de postes d'ampleur

À la rentrée, le gouvernement supprime 16 000 postes de profs sur les lycées. Si les conséquences sont effrayantes (classes surchargées, impossibilité de faire des demi-groupes, etc.), elles permettent à l'État d'économiser de l'argent sur notre dos. Le gouvernement sait bien qu'il faut des profs pour encadrer les lycéens. Il se heurte donc à ses propres contradiction : d'un côté, il va supprimer des postes, mettre en place une sélection plus drastique pour devenir prof ; de l'autre, il va embaucher à Pôle emploi des étudiants titulaires d'un master enseignement qui n'ont pas eu le concours... Et qui n'auront pas le statut de fonctionnaire (ni le salaire !).



La réforme et ses objectifs

Cette année, la réforme s'applique pour les classes de première. Bien que l'application de celle des secondes ait déjà de mauvaises conséquences en matière de programme et d'orientation, elle n'a pas encore atteint son objectif principal. Luc Chatel cherche à casser le bac national en individualisant le parcours de chaque lycéen. Selon les projets de son lycée et les options choisies, on aura un bac différent, un diplôme à la carte. On se doute bien que le bac obtenu dans un lycée de Neuilly n'aura pas la même valeur que celui de Clichy-sous-Bois.

Payer la dette publique sur nos lycées...

Le gouvernement cherche à faire de l'argent sur notre dos à court terme mais aussi à long terme en cassant notre seul diplôme national et donc notre avenir ! L'État préfère dépenser l'argent de nos impôts en faisant des cadeaux fiscaux aux entreprises et en faisant la guerre pendant que nous payons la dette publique des riches et du système capitaliste ! Les suppressions de postes et la réforme du lycée font parti des plans de rigueur qui consistent à baisser les dépenses publiques.

... Non merci !

Tous dans la rue le 27 septembre !

Si la perspective d'un mouvement lycéen n'est pas certaine, il est sûr en revanche qu'une série de bahuts vont se bouger, que ce soit au niveau lycéen ou chez les profs ! Nous ne devons pas attendre qu'un mouvement national toque à la porte : nous devons nous battre sur chacun de nos bahuts pour refuser ces attaques. Le 27 septembre, les syndicats de profs appellent à une journée de grève : il faut se saisir de ce jour pour taper sur le même clou en même temps. Ce peut être le début d'une série de journées de grève ! Préparer le 27 septembre passe au minimum par un travail d'information, c'est-à-dire faire des diffusions de tracts, des AG d'info, des passage dans les classes... Et nous regrouper pour affirmer que dans nos lycées comme ailleurs, nous ne paierons pas la crise de ce système sans avenir !

Sisko (Comité jeunes 92 nord)

APRÈS LA DETTE... attaquons L'UNIVERSITÉ ET LA jeunesse !

Sous le poids de la crise de la dette et des mesures antisociales adoptées en Grèce, le gouvernement « socialiste », vient de voter au parlement une nouvelle reforme de l'enseignement supérieur. Le contenu de la loi n'est pas nouveau. Il s'agit des mesures qui ont déjà été tentées depuis 1990 (voire depuis les années 80) sans succès par les gouvernements de droite comme de gauche. Le gouvernement grec veut s'aligner sur les exigences de l'UE et du processus de Bologne. Renforcée par la doctrine libérale du FMI, cette reforme a trois axes.

Casse des diplômes et destruction du droit du travail

Les diplômes sont jusqu'à présent nationaux et liés à un certain nombre des droits. La réforme acte le passage au système LMD et aux crédits ECTS, la « mobilité » entre UFR, la création d'UFR uniquement pour des masters et la création d'instituts de formation continue.

Attaque idéologique contre l'Université

Espaces de liberté d'expression, d'action et de circulation des idées pour la jeunesse et le mouvement social, les universités ont été à la tête des résistances depuis plusieurs décennies. Ces attaques se concrétisent par les mesures suivantes : 1) élimination du droit d'asile



universitaire ; 2) établissement d'une durée maximale d'études (actuellement la durée des études est théoriquement illimitée) ; 3) l'université aura le droit de virer les étudiants qui dépassent cette durée maximale d'études ; 4) évaluation des enseignants tous les cinq ans par des comités avec la participation d'enseignants étrangers ; 5) des pénalités peuvent être adoptés contre un enseignant en cas de mauvaise évaluation...

Dépendance des universités

Les conseils d'administration (CA) sont ouverts à des personnalités extérieures au monde universitaire (des patrons d'entreprises, etc.), leur poids est renforcé face aux autres conseils, les représentants étudiants en sont quasiment éliminés et le président de l'université peut être une personnalité extérieure à l'enseignement.

La dotation de l'État à chaque université sera calculée chaque année en fonction des résultats d'une évaluation économique

des performances des enseignants-chercheurs et des étudiants. Les entreprises privés pourront financer des universités. Celles-ci pourront gérer et capitaliser leur patrimoine et des disparition ou fusions d'universités ou d'UFR sont maintenant possible. Quelques jours après la mise en application de la loi, certaines facultés et UFR de province ont déjà fermé !

Cela ressemble, en accéléré, aux réformes prises entre 2002 et 2011 en France, ou l'an dernier en Italie. Ce n'est pas un hasard. Même les présidents des universités grecques sont opposés à cette reforme. Le seul espoir des classes populaires, c'est le développement d'un mouvement étudiant capable de stopper cette reforme, en s'unissant avec les indignés et le mouvement ouvrier pour contre-attaquer.

Foivos (Chambéry)

CVL... POUR FAIRE QUOI ?

Les conseils pour la vie lycéenne (CVL) sont chargés de réfléchir et de formuler des propositions concernant la vie scolaire. Ils sont présidés par le proviseur, composés de dix représentants des profs, des personnels et des parents d'élèves et de dix lycéen-ne-s. Il est possible d'y défendre et d'y obtenir des victoires significatives.

La campagne pour les élections – par l'ensemble des élèves – peut constituer un bon moyen de mobiliser des équipes de lycéens autour d'une campagne commune. L'administration est obligée d'imprimer des professions de foi à hauteur de 10% des effectifs du bahut. Si l'on choisit de faire une liste avec profession de foi commune, on multiplie donc ce chiffre par le nombre de candidat (donc si on est dix, 100% du lycée).

La campagne et l'intervention dans le CVL doivent avoir (au moins) un triple objectif. D'abord, être un moyen de défense des lycéens. Il est donc utile de mettre en avant les droits lycéens comme la liberté d'expression et de manifestation, de combattre les mesures de répression (menace et pression individuelles, renvoi de l'internat ou du bahut, lettres aux parents...). La liste peut aussi se servir de sa légitimité et éventuellement du budget du CVL pour ouvrir le lycée vers des questions de société, en faisant venir des intervenants extérieurs (planning familiale pour le féminisme, association thématique sur les sans-papiers ou le nucléaire...). Enfin la liste doit se placer au cœur de la mobilisation contre la casse de l'Éducation et particulièrement les suppressions de postes, expliquer les raisons profondes des coupes budgétaire

tout en les liants aux conséquences concrètes qu'elles ont eu ou pourront avoir.

Le plus fondamentale dans cette campagne est de réussir à impliquer un maximum de personnes dans son élaboration et son déroulement. Ayant lieu en octobre, elle doit se placer dans la continuité des mobilisations contre les suppressions de postes et les plan d'austérité. Et en totale indépendance des administrations !

Alban (Comité Jeunes Le Mans)